

Monsieur le Président de l'Assemblée Nationale, Monsieur l'ancien Premier Ministre et Sénateur, mon cher ami Jean-Pierre RAFFARIN ;
Mesdames, Messieurs, les ministres, Mesdames, Messieurs, les parlementaires:

Chers membres de l'Assemblée, chers amis.

Avant tout, je souhaite remercier mon cher ami Jean Pierre Raffarin, sénateur et président délégué de la Fondation Prospective et Innovation, de son initiative pour organiser ce débat. Je voudrais également tous vous remercier de votre présence et de votre disposition à discuter une question comme celle qui nous rassemble ici aujourd'hui.

Jean Pierre Raffarin est un bon ami, et un homme politique que j'admire. Ensemble, nous avons eu le privilège d'assumer des responsabilités de gouvernement dans nos pays respectifs. Alors comme aujourd'hui, nous partageons la meilleure ambition pour nos pays et la volonté de surmonter les difficultés et de trouver toujours un terrain d'entente. Désormais, nous sommes également unis par la tâche de réflexion politique en tant que présidents de fondations consacrées à l'analyse politique.

Nous sommes convoqués aujourd'hui à un débat de la plus haute importance. Aujourd'hui, nous sommes venus ici afin de parler de notre sécurité, ce qui revient à parler de l'avenir de notre liberté. Parce que nous ne pouvons pas oublier que le prix de la liberté est sa vigilance constante.

L'Alliance Atlantique a été une institution essentielle pour la sauvegarde de la liberté en Europe. Les principes qui sont à sa base sont les mêmes principes sur lesquelles repose l'Europe: la liberté, la démocratie, l'État de Droit, la dignité de la personne.

Cette année, nous fêtons le soixantième anniversaire de l'Alliance Atlantique, constituée en avril 1949. Soixante ans riches en histoire, couronnés par un incontestable succès. Cet anniversaire constitue également une occasion propice pour faire le bilan du passé, analyser le présent, et scruter les défis de l'avenir. Car je suis convaincu que le meilleur avenir de l'Europe et le meilleur avenir de la liberté réclament une Alliance Atlantique robuste, efficace et cohérente.

Et en troisième lieu, qu'il ne faut pas oublier que l'Alliance Atlantique doit continuer d'être une organisation pour la sécurité et la défense, capable d'utiliser sa capacité et prête à le faire en cas de besoin.

Chers amis,

Quels sont le présent et l'avenir de l'Alliance Atlantique? Je vous dirai comment je les vois aujourd'hui, au moment où une nouvelle Administration assume le pouvoir à Washington.

La raison de l'existence de l'OTAN était la défense de la démocratie libérale, dans le temps menacée par une Union Soviétique expansive et agressive. Cette défense doit rester son objectif dans l'actualité.

Les menaces ont changé de forme. Elles n'ont plus une origine territoriale, et ne sont plus aussi claires et nettes que jadis. Ce qui n'empêchent pas qu'elles soient toujours présentes.

C'est pour cela que j'estime nécessaire d'adapter notre mode de pensée stratégique, afin de préserver le but constitutif de l'Alliance Atlantique. Et ce but n'est pas autre que la préservation de notre liberté et notre sécurité. Pour ce faire, il faut de l'élan politique et de la sagesse afin de s'adapter à la nouvelle réalité. Comme le nouveau Président des États-Unis a dit, le monde a changé et nous devons changer avec lui.

Je crois, par contre, que du point de vue politique, l'Alliance Atlantique doit adapter sa pensée stratégique, ses structures politiques et ses capacités militaires pour devenir plus efficace. Et je crois que la fête du soixantième anniversaire de l'Alliance constitue une bonne occasion pour que la nouvelle Administration des États-Unis assure le leadership nécessaire pour atteindre cet objectif, d'accord avec ses alliés.

Et je crois tout cela pour une raison fort simple. Nous avons tous, mais surtout les européens, besoin du succès de l'Alliance Atlantique sur les nouvelles menaces qui pèsent sur notre sécurité.

À mon avis, la sécurité occidentale est confrontée à deux nouveaux grands défis : le terrorisme et le risque de la prolifération.

Le terrorisme n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui est nouveau, par contre, c'est sa portée globale, ainsi que le défi qu'il a lancé à toute société ouverte et libre, partout.

Notre sécurité, qui, je l'ai déjà dit, équivaut à l'avenir de notre liberté, dépend de sa défaite.

Dans ce sens, il me semble important d'engager politiquement les responsables de la sûreté intérieure des nations alliées dans les processus de prise de décisions de l'Alliance. Le terrorisme que nous affrontons n'agit pas forcément à l'extérieur de nos frontières. Bien au contraire, il en connaît parfaitement la porosité, il sait comment se servir des nouvelles réalités du monde actuel. Cette capacité politique de l'Alliance Atlantique pour aborder des questions de sûreté intérieure devrait être également transposée à ses capacités de sécurité collective, renseignements d'intelligence y compris.

La lutte contre la prolifération des armes est l'autre grand objectif que l'Alliance Atlantique doit se fixer. Imaginons un instant ce qui se serait passé si, lors d'une de leurs attaques à New York, Madrid ou Londres, les terroristes avaient disposé d'un engin nucléaire.

La prolifération est une menace à prendre au sérieux. Malheureusement, l'efficacité du régime international contre la prolifération de ce genre d'armes est mise en question. Il ne faut pas oublier non plus que les armes nucléaires ont rempli leur rôle de dissuasion dans le cadre d'un autre scénario. Le problème, c'est que pour une Al-Qaida forte d'une arme nucléaire, la dissuasion deviendrait insignifiante.

Ainsi, j'estime que l'Alliance devrait définir clairement des mesures, des doctrines et des instruments qui rendent efficace le système de non prolifération. Je sais combien la tâche est difficile, mais je suis également convaincu de son importance vitale.

Personne n'ignore que cette affaire exigera de prendre des décisions difficiles dans un avenir peu lointain, et que la solidarité atlantique sera indispensable au succès.

Chers amis,

L'Alliance Atlantique repose sur la solidarité. Or, nous constatons que, dans l'actualité, cette solidarité est moins forte qu'il ne le faut. Nous ne pouvons oublier que nous ne vaincrons nos ennemis que si nous sommes solidaires dans les opérations militaires. L'Afghanistan est le scénario le plus immédiat pour faire de ce principe une réalité. Le manque de solidarité nous affaiblit. La solidarité est une condition indispensable pour la victoire.

Chers amis,

Dans ce contexte, il me semble incontournable de faire une réflexion rapide sur notre relation avec la Russie. La Russie est une nation essentielle pour l'Europe et pour la sécurité commune.

Ces derniers mois, certaines attitudes et décisions politiques de Moscou ont suscité notre préoccupation. Son intervention dans le Caucase, ainsi que pendant la crise du gaz récente, présentent des caractéristiques inquiétantes.

Je crois néanmoins que les menaces que nous affrontons sont en grande partie les mêmes que celles qui pèsent sur la Russie. C'est pour cela que je considère possible et nécessaire d'entamer un dialogue constructif entre l'Alliance Atlantique et la Russie sur les affaires de sécurité. Mais je suis également convaincu que ce dialogue ne portera ses fruits que s'il prend racine dans une vision partagée, érigée sur les principes de liberté, démocratie et dignité de la personne.

Il importe que la Russie sois un acteur pertinent sur la scène internationale, et qu'elle se soumette aux règles du droit et de la démocratie.

Je ne prétends pas cacher les erreurs que je crois que nous avons commises. Je pense que l'indépendance du Kosovo a été une erreur, parce que nous avons agi à l'encontre de nos principes. L'intervention au Kosovo était destinée à stopper un génocide. Elle ne visait pas à soutenir un projet de sécession.

L'utilisation de ces mêmes arguments par la Russie concernant la crise de Géorgie prouve le prix élevé prélevé par l'incohérence. Mais je crois possible malgré tout de trouver une entente satisfaisante avec la Russie en matière de sécurité.

Chers amis,

Si nous admettons que les menaces contre notre liberté sont globales et non pas territoriales, le dernier grand défi à relever par l'Alliance Atlantique est celui de sa dimension territoriale. Je sais que cette démarche comporte une rupture avec une tradition de pensée fortement ancrée, mais je suis convaincu que l'Alliance Atlantique doit s'ouvrir à la collaboration avec les nations qui partagent nos valeurs et qui sont également menacées.

La défense de notre sécurité ne se limite pas à nos frontières. De nos jours, la victoire en Afghanistan, par exemple, est une condition indispensable pour le succès de l'Alliance. Certains pays en dehors de notre base géographique pourraient faire une grande contribution à la sécurité alliée. Je songe à des pays tels que le Japon, l'Australie ou la Corée du Sud. Voire à d'autres démocraties qui mènent un combat contre le terrorisme, comme c'est le cas de l'Inde ou de la Colombie.

C'est dans ce même esprit de défense de la liberté et d'expansion de la sécurité et la stabilité qu'il faut envisager les demandes d'adhésion à l'Alliance formulées par des pays comme l'Ukraine et la Géorgie.

Même dans une zone aussi sensible et difficile que le Moyen-Orient, je crois que la solution de deux états vivant côte à côte en paix et sécurité est un objectif vis-à-vis duquel l'Alliance Atlantique peut faire une contribution déterminante.

Chers amis,

Il y a quelque temps, le président Sarkozy a rappelé devant le Congrès des Etats-Unis les engagements de la France concernant la sécurité et la défense de la démocratie. Je partage pleinement ses idées et sa vision.

Je suis convaincu que ce grand pays qu'est la France, qui a toujours été un référentiel pour tous ceux qui aspirent à la liberté et à la démocratie dans le monde entier, jouera un rôle marquant pour l'avenir de la cause de la liberté, qui est celle que l'Alliance Atlantique défend.